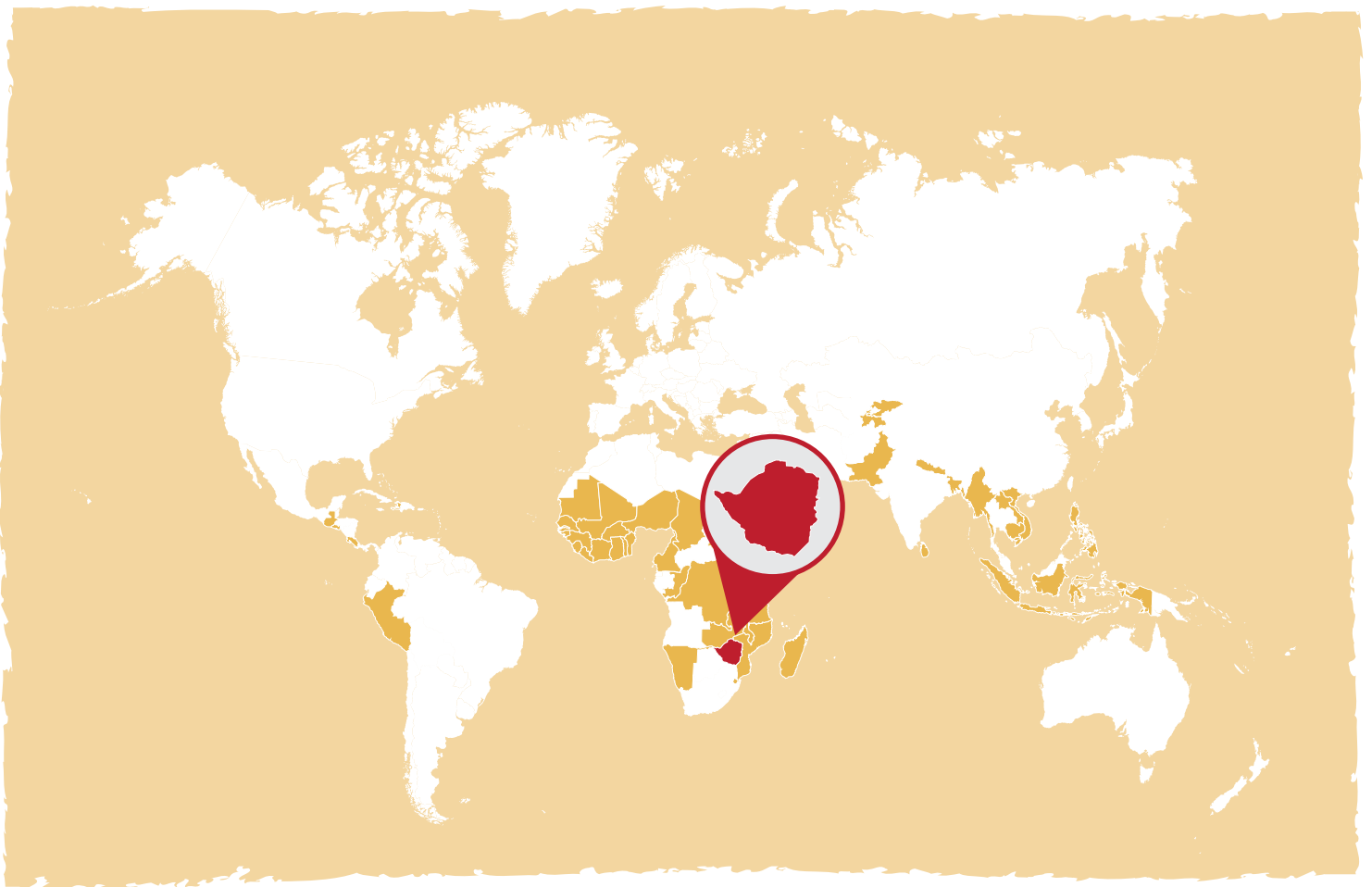


Zimbabwe

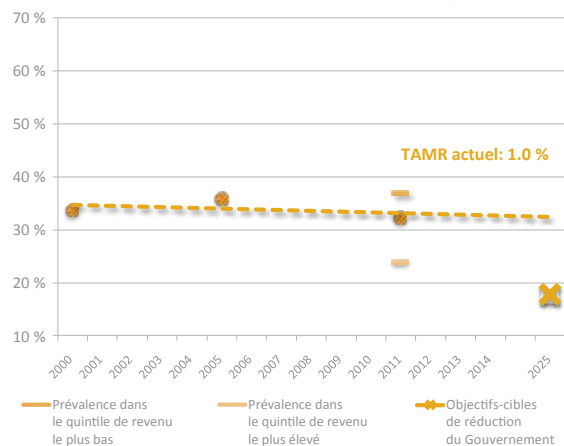


Date d'adhésion : juin 2011

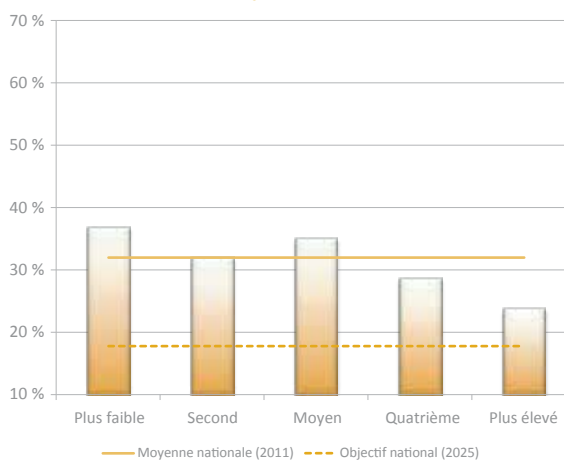


Données démographiques	
Population nationale (en millions en 2010)	13,1
Enfants de moins de 5 ans (en millions en 2010)	2,0
Adolescentes (15 à 19 ans) (en millions en 2010)	0,80
Nombre moyen de naissances (en millions en 2010)	0,40
Taux de croissance de la population (2010)	0,57 %
Indicateurs (EDS 2010-2011) des Cibles de Nutrition de l'OMS	
Faible poids de naissance	9,5 %
Allaitement maternel exclusif entre 0 et 5 mois	31,4 %
Retard de croissance chez les moins de cinq ans	32,3 %
Émaciation chez les moins de cinq ans	3,1 %
Surpoids chez les moins de cinq ans	5,8 %
Couverture des facteurs relatifs à nutrition	
Pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants	
Régime alimentaire minimum acceptable entre 6 et 23 mois	11,0 %
Diversité minimale du régime alimentaire entre 6 et 23 mois	23,5 %
Interventions pour prévenir les carences en vitamine et minéraux	
Supplémentation en zinc contre la diarrhée (Enfants de moins de cinq ans)	0,1 %
Femmes enceintes ayant fait quatre ou plus de consultations prénatales	64,8 %
Supplémentation en vitamine A (6 à 59 mois)	61,0 %
Ménages consommant le sel adéquatement iodé	94,0 %
Responsabilisation de la femme	
Alphabétisation des femmes	95,0 %
Taux d'emploi féminin	80,4 %
Âge médian au premier mariage	19,7
Accès au personnel qualifié pour l'accouchement	89,8 %
Femmes ayant eu un enfant avant l'âge de 18 ans	23,5 %
Taux de fécondité	3,8
Autres indicateurs pertinents de nutrition	
Taux d'urbanisation	36,65 %
Part de revenu détenue par les 20 % de la tranche la plus inférieure	-
Calories par habitant par jour (kcal / habitant / jour)	-
Énergie provenant d'aliments autres que les aliments de première nécessité	39,84 %
Disponibilité du fer de source animale (mg / habitant / jour)	-
Accès aux infrastructures sanitaires améliorées	37,3 %
Défécation en plein air	28,3 %
Accès aux sources améliorées d'eau potable	76,7 %
Accès au branchement d'eau courante domestique	25,4 %
Eau de surface comme source d'eau de boisson	6,4 %
PIB par habitant (\$ US courants, 2013)	905,00
Exportations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	2,54
Importations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	1,18

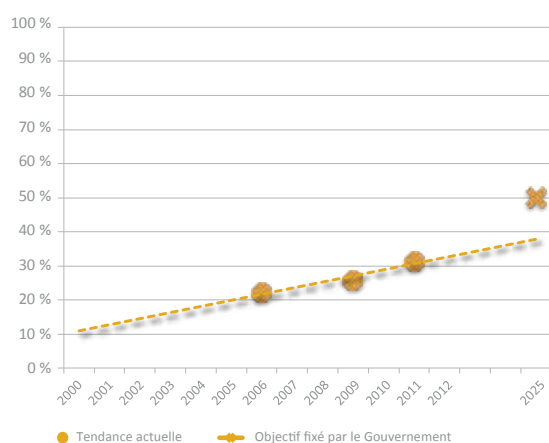
Tendance relative au retard de croissance et objectifs-cibles



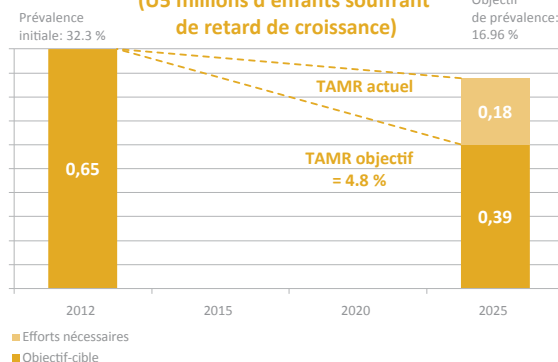
Répartition du retard de croissance dans tous les quintiles de richesse



Tendance relative au taux d'allaitement maternel exclusif



Objectif-cible de réduction du retard de croissance (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance)



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Zimbabwe a réussi à créer des mécanismes permettant la coordination multisectorielle et la nutrition. Le Gouvernement se concentre actuellement sur des objectifs plus ambitieux, tels que leur fonctionnement efficace. Le Conseil de l'alimentation et de la nutrition (FNC) qui regroupe plusieurs ministères, agences de l'ONU et le secteur privé, est l'organisme national chargé de la coordination, de l'analyse et de la promotion des réponses multisectorielles à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Les secteurs peuvent davantage collaborer en renforçant le partage de l'information et la redevabilité mutuelle afin d'éviter toute idée de concurrence entre eux. Les comités de sécurité alimentaire et nutritionnelle sont en cours d'établissement et sont renforcés aux niveaux national, provincial et des districts.

D'autres mécanismes de coordination existants en matière de nutrition comprennent le Comité du Cabinet, présidé par le vice-président ; le groupe de travail interministériel pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, présidé par le Ministre de l'Agriculture et les secrétaires permanents des ministères clés impliqués dans la sécurité alimentaire et la nutrition, ainsi que le Groupe consultatif sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui comprend des responsables du Gouvernement, des agences de l'ONU et des ONG. L'engagement des parties prenantes en dehors de ces forums de coordination reste limité.

Les donateurs et le secteur privé doivent encore à établir leurs propres plates-formes. Les organisations de la société civile pour le renforcement de la nutrition au Zimbabwe (ZICOSUNA) ont réussi à rallier des membres, passant de 7 organisations à 21. Le ZICOSUNA commence à collaborer avec le Conseil de l'alimentation et de la nutrition (FNC) sur le renforcement des liens avec les structures infranationales. Le Réseau du système des Nations Unies a amené la FAO, le PAM, l'OMS et l'UNICEF à mieux coordonner leur aide en matière de nutrition dans le cadre du programme phare de l'ONU, ONE UN, et envisage de faire participer de nouveaux partenaires des Nations Unies.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

La matrice de mise en œuvre de la politique alimentaire et nutritionnelle est utilisée comme le cadre commun de résultats pour le suivi des engagements dans tous les secteurs, avec des objectifs et des interventions clairement définis. Les comités disposent désormais des capacités pour suivre et évaluer la mise en œuvre des différentes politiques alimentaires et nutritionnelles bien qu'un cadre commun de suivi et d'évaluation ne soit pas encore en place et par conséquent, des mécanismes parallèles d'établissement de rapports demeurent entre les secteurs.

Des programmes de grande envergure qui mettent en œuvre des interventions nutritionnelles directes et indirectes existent dans les secteurs de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, de la protection sociale, de l'eau et de l'assainissement ainsi que de la santé. Des objectifs clairs sur la réduction du retard de croissance (au moins 30 % d'ici 2018), la malnutrition aiguë (maintenir des taux inférieurs à 3 %) ou de la couverture des interventions relatives au renforcement de la nutrition (supérieure à 80 % en 2020) ont été établis.

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Le droit à l'alimentation est garanti dans la nouvelle Constitution de 2013. Une politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle est actuellement en place et fournit un cadre juridique pour une approche multisectorielle et multipartite. Une politique de nutrition, une politique de lutte contre le Sida et une politique d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant sont en place. Les politiques et stratégies contribuant à la nutrition existent dans tous les secteurs clés. Le plan économique directeur quinquennal national, élaboré par le Gouvernement donne la priorité à la sécurité alimentaire et la nutrition, parmi quatre groupes thématiques. La législation nationale concernant la nutrition couvre essentiellement la santé publique. Une stratégie nationale de nutrition et une stratégie de renforcement des aliments sur cinq ans ont été finalisées et sont en attente d'approbation.

Suivre le financement et mobiliser les ressources

Au cours de l'évènement sur la nutrition pour la croissance qui s'est tenu à Londres en juin 2013, il a été estimé que 35,5 millions de dollars E-U sont nécessaires pour le renforcement de la nutrition en 2013 - 2015 et le Gouvernement s'est engagé à fournir 3,04 millions de dollars E-U. L'analyse budgétaire sur les financements liés à la nutrition n'a pas encore commencé. Une fois la stratégie nationale de la nutrition approuvée, une stratégie de mobilisation des ressources et de suivi financier seront développées. Lorsque les secteurs et organismes sont en mesure de suivre leurs dépenses en cours sur les programmes de nutrition et de se réunir régulièrement pour partager cette information, un système de suivi financier complet peut être mis en place.

Progrès réalisés dans les quatre processus SUN Zimbabwe

Notation des marqueurs de progrès 2012¹ et 2014²

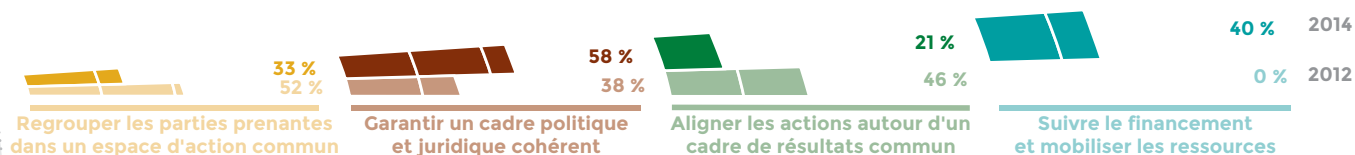
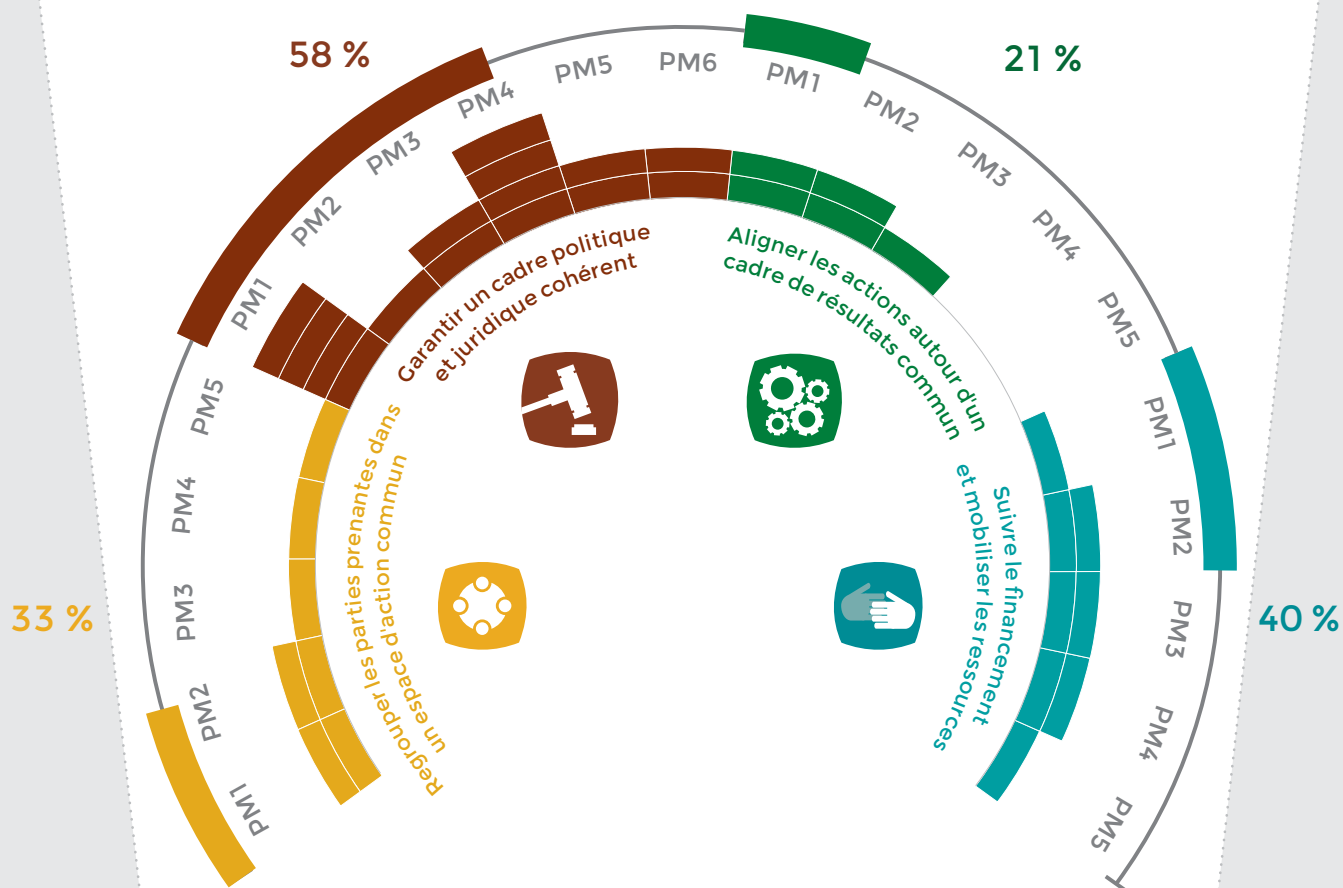


Tableau de bord des marqueurs de progrès 2014

Niveau de préparation



¹Évaluation externe par le Secrétariat du Mouvement SUN
²Évaluation interne par un exercice national d'auto-évaluation